

13 mai 2024

En dépit des énormes coûts économiques et sociaux résultant de la dégradation de l'environnement, notre manière d'investir ne change guère

Si vous voulez améliorer votre moral, ne lisez pas cet article.
Si vous souhaitez savoir ce qui se passe réellement, lisez-le.

Lafaimexpliquée a analysé pour vous quelques études récentes qui montrent que bien que la dégradation de l'environnement en cours a de sérieuses conséquences économiques et sociales, l'humanité ne change guère de comportement.

1. Des coûts économiques spectaculaires

Plusieurs équipes de chercheurs travaillent sur la mesure des dommages économiques causés par la dégradation de l'environnement. Deux études récemment publiées, sont présentées ici.

1.1. Les coûts économiques mondiaux du changement climatique

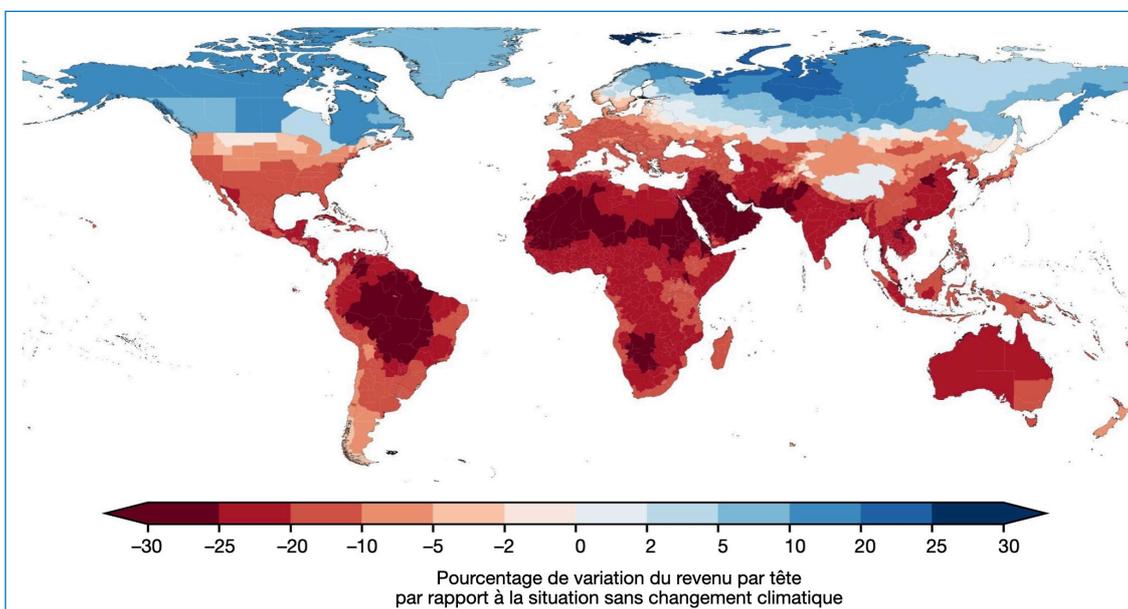
Une équipe de chercheurs allemands a évalué le coût à venir du changement climatique à partir de données empiriques collectées pour plus de 1 600 régions dans le monde au cours des 40 dernières années, et selon des scénarios plausibles d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Les impacts pris en compte comprennent les conséquences de variables climatiques, telles que la température et les précipitations, sur le travail, la santé et la productivité agricole, ainsi que les dégâts causés par les inondations.

Les résultats obtenus sont hallucinants, puisqu'ils indiquent que « **l'économie mondiale est sur la voie d'une diminution du revenu de 19 % dans les 26 années à venir, indépendamment des choix futurs relatifs aux émissions** »¹. Ces dommages « **dépassent déjà six fois les coûts liés à la réduction nécessaire pour limiter le réchauffement mondial à 2 °C** » et ils sont estimés à un montant annuel de 38 000 milliards de dollars internationaux de 2005 (avec une fourchette probable de 19 000 à 59 000 milliards de dollars internationaux de 2005) d'ici 2049 [[lire en anglais](#)]. On s'attend à ce que ces coûts soient plus importants dans les pays situés dans les basses latitudes, où la température est déjà élevée, que dans les pays placés en zone de hautes latitudes (voir **Figure 1**).

¹ Cet ordre de grandeur est *grosso modo* cohérent avec les estimations faites auparavant par le réassureur Swiss Re [[lire en anglais](#)].

Ces résultats mènent à une conclusion évidente : le coût du changement climatique est stratosphérique et quiconque de censé devrait être convaincu que d'allouer des ressources à la lutte contre le changement climatique est une manière très efficace d'utiliser son argent (et que la réduction des émissions futures de GES devrait être une priorité absolue, plutôt que la poursuite d'un taux de croissance annuel minime et éphémère). Malgré cela, l'expérience montre que le financement des programmes liés au changement climatique est cruellement insuffisant [[consulter notre page thématique climat et finance](#)]. Pire encore, l'humanité investit toujours ses ressources dans des activités qui vont entraîner des émissions futures de GES supplémentaires (voir plus bas).

Figure 1 – Pourcentage de variation du revenu par tête estimé pour 2049 par rapport à une situation sans changement climatique



Source : [Kotz et al., 2024](#) (traduction lafaimexpliquée).

1.2. Le Royaume-Uni : un exemple d'estimation des coûts financiers résultants de la dégradation de l'environnement

Au Royaume-Uni, le [Green Finance Institute](#) (GFI) vient de publier une étude dont la conclusion est que « **les dommages causés à l'environnement ralentissent l'économie du Royaume-Uni et ils pourraient entraîner une réduction estimée du PIB de 12 % dans les années à venir** », soit environ 270 milliards de dollars par an !! [[lire en anglais](#)] La méthode utilisée pour donner une valeur à l'impact soulève plusieurs questions théoriques et méthodologiques [[lire p. 6–9](#)] mais, quand on recourt à ces chiffres en connaissant leurs limites, ils fournissent un ordre de grandeur utile de l'impact futur.

L'équipe de chercheurs réputés menant l'étude du GFI a trouvé que la détérioration de l'environnement « **pourrait entraîner une perte de 12 % du PIB... En comparaison, la crise financière de 2008 a prélevé 5 % de la valeur du PIB du Royaume-Uni, tandis que la pandémie de la COVID-19 a coûté au Royaume-Uni**

jusqu'à 11 % de son PIB en 2020 ». L'estimation inclut à la fois les risques chroniques et les risques graves, de même que les chocs qu'ils pourraient provoquer dans les décennies à venir.

Il est intéressant de noter que les auteurs de l'étude ont trouvé que « **la moitié des risques liés à l'environnement auxquels le Royaume-Uni est exposé ont leur origine outre-mer** ».

Une autre caractéristique frappante du travail du GFI est qu'il ne se contente pas de considérer le coût du changement climatique, crise qui est celle qui attire à l'heure actuelle le plus d'intérêt du public, du fait des médias et du débat politique. Il comprend aussi dans son analyse les coûts d'autres crises imbriquées telles que le déclin de la santé du sol, le manque d'eau, la sécurité alimentaire globale, la perte de biodiversité, les zoonoses² [[lire](#)] et la résistance antimicrobienne [[lire](#)]. À la fin expliquée, nous saluons la portée élargie de l'analyse menée par cette équipe de chercheurs.

L'étude souligne les risques (et coûts) particulièrement élevés liés à l'agriculture et aux services tels que l'alimentation en eau. Le groupe de chercheurs insiste sur le fait que les estimations faites sont plutôt prudentes.

Du point de vue de la fin expliquée, les résultats de cette étude montrent que, étant donnée l'importance de l'impact économique et financier de la dégradation de l'environnement, il est amplement justifié que les pays

- investissent dans la protection de l'environnement,
- investissent dans l'adaptation et la préparation aux chocs probables, et
- surveillent la dégradation de l'environnement et réactualisent régulièrement les estimations de son impact économique.

En outre, l'importance des risques d'outre-mer constitue un argument supplémentaire en faveur du financement des programmes environnementaux dans le monde. Malheureusement, ces programmes n'attirent qu'un financement très limité à l'heure actuelle. Cette situation est illustrée par l'inaction que l'on observe dans le combat contre le dérèglement du climat et ses conséquences [[lire](#)].

2. Graves coûts sociaux et inégalités croissantes

La dégradation de l'environnement frappe de façon inégale les pays et les collectivités, perpétuant souvent les inégalités et les aggravant même. C'est particulièrement vrai pour le dérèglement climatique dont l'impact est à la fois inégal et injuste.

Un rapport récent de la FAO illustre cette réalité en montrant que « **ceux qui ont contribué le moins au changement climatique en supportent le plus le fardeau,**

² Maladies qui se transmettent des animaux aux humains, comme la COVID-19, la grippe aviaire et porcine et la maladie de la vache folle (ESB).

ressentent ses impacts les plus sévères et n'ont pas l'accès aux ressources, services et opportunités requises pour s'adapter et survivre ». Cette conclusion est le résultat d'une analyse de données collectées auprès de presque 100 000 ménages (représentant plus de 950 millions de personnes vivant en zone rurale) dans 24 pays³ qui sont de faibles ou très faibles émetteurs de GES [[lire en anglais](#)].

Les estimations indiquent que, « en année moyenne, les ménages pauvres perdent 5 % de leur revenu total à cause du stress thermique, par rapport aux ménages mieux lotis, et 4,4 % du fait des inondations », les ménages dirigés par des femmes étant frappés davantage que ceux ayant des hommes à leur tête.

En zone rurale, les épisodes de stress thermique poussent les jeunes à rechercher de nouvelles sources de revenus en dehors de l'agriculture afin de compenser les pertes de revenu faites dans l'agriculture, tandis que le travail des enfants gagne en importance.

3. Malgré cela, les investissements dans des projets dégradant l'environnement se poursuivent...

3.1. Les banques des pays du G20 et les banques multilatérales de développement investissent dans les énergies fossiles

En dépit des engagements pris de réduire les émissions de GES pour combattre le changement climatique, les banques des pays du G20 et les banques multilatérales de développement « ont fourni au moins 142 milliards de dollars en financement public international pour le pétrole, le gaz et le charbon » entre 2020 et 2022.

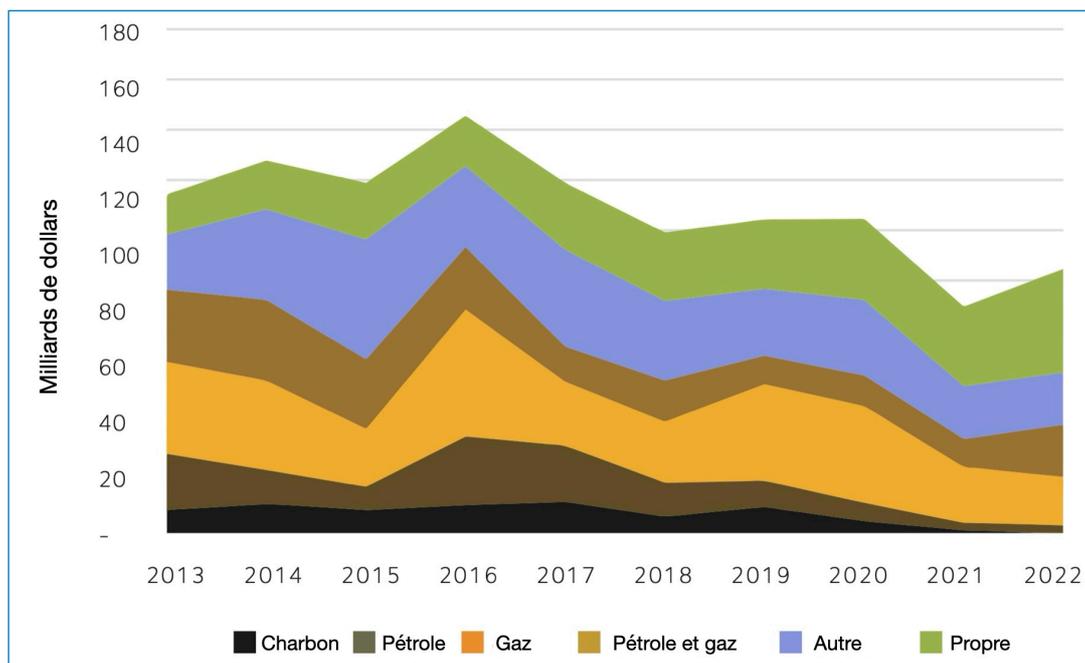
C'est la conclusion d'une étude menée par [Oilchange International](#) et [Friends of the Earth US](#), publié en avril de cette année [[lire en anglais](#)] qui analyse les financements octroyés par les organismes de crédit à l'exportation du G20, les institutions de financement du développement du G20 et les principales banques multilatérales de développement.

Ces résultats disent que, malgré les promesses faites, un montant énorme de ressources publiques continue d'aller vers le développement des énergies fossiles, et que ces agissements sont peu déclarés et fortement sous-estimés. D'évidence, de telles dépenses minent la très nécessaire transition hors des énergies fossiles, d'autant plus que le financement public encourage le développement de projet d'énergies fossiles en réduisant les risques encourus par les investisseurs. En ce sens, elles contribuent à attirer des montants plus élevés de financement privé.

³ Arménie, Bangladesh, Burkina Faso, Cameroun, Equateur, Ethiopie, Georgie, Ghana, Inde, Irak, Malawi, Mali, Mongolie, Népal, Niger, Nigéria, Pakistan, Pérou, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Uganda et Viet Nam.

La **Figure 2**, ci-dessous, montre qu'après une faible diminution du financement public pour l'énergie, entre 2016 et 2021, 2022 a vu une augmentation des dépenses qui peut au moins en partie être liée à la guerre résultant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La seule note positive que l'on peut déceler sur ce graphe, c'est que la part de l'argent public allant vers une énergie 'propre' a augmenté.

Figure 2 – Financement annuel public par les pays du G20 et les banques multilatérales de développement en faveur des énergies fossiles, propres⁴, et autres⁵ (2013–2022, en milliards de dollars)



Source : Public Finance for Energy Database, energyfinance.org cité dans [OI&FotE/US, 2024](https://www.oilfieldenergy.com) (traduction lafaimexpliquée)

Le principal bénéficiaire du financement public des énergies fossiles a été le gaz, probablement en partie du fait de l'argument fallacieux avançant que le remplacement des autres énergies fossiles par le gaz est censé être un pas dans la bonne direction, c'est-à-dire vers la réduction des GES et la transition énergétique [[lire p.7](#)].

Les trois premiers pays finançant les énergies fossiles en 2020–2022 ont été le Canada, la République de Corée et le Japon.

Le rapport souligne une réalité choquante : « Entre 2020 et 2022, les institutions internationales de financement public du Nord Global ont investi 58 fois plus dans des projets d'énergie fossile détruisant le climat que, pour l'instant, dans le fonds

⁴ Énergie propre : énergie qui est à la fois renouvelable et qui a des impacts négligeables sur l'environnement et les populations, si mise en oeuvre avec les mesures de sauvegarde appropriées,

⁵ Énergies autres : comprennent les énergies issues des grands aménagements hydroélectriques, de la biomasse et des biocarburants, du nucléaire et de l'incinération.

pour le traitement des pertes et dommages⁶ ». On ne peut pas se consoler du fait que l'énergie propre a bénéficié de plus de ressources publiques en 2020–2022, car le montant financé (environ 35 millions de dollars par an) est « bien inférieur à la quantité et à la qualité de financement public de l'énergie propre estimé nécessaire pour limiter le réchauffement mondial à 1,5 °C. »

3.2. Dans le secteur de l'alimentation, les investissements dans la production de viande minent les engagements de réduction des émissions de GES

Deux travaux récents montrent que le secteur de la viande continue d'attirer les investisseurs, privés ou publics.

Au niveau mondial

Au niveau mondial, une réactualisation du rapport de [Feedback](#) sur le financement des entreprises d'élevage industriel révèle que les 55 plus grandes de ces compagnies ont bénéficié de plus de 500 milliards de crédit depuis 2015 et la signature de l'Accord de Paris. De plus, en mars 2023, les grandes institutions financières privées détenaient un total de 323 milliards de dollars en actions et obligations [[lire en anglais](#)]. Ces capitaux ont stimulé plus avant une activité qui est une source majeure (et souvent oubliée) d'émissions de GES, de dégradation de l'environnement (déforestation, perte de biodiversité, de pollution de l'eau et dégradation du sol), de risques sanitaires (risque de pandémie, résistance aux antibiotiques, surpoids, maladies cardiovasculaires, cancer et maladies dues à la pollution de l'air) et de souffrance animale.

En fait, les données montrent que les flux financiers vers le secteur ont augmenté en tout de 15 % entre la période 2015–18 et 2019–22. Les trois principaux pourvoyeurs de crédit ont été Bank of America, Barclays et JPMorgan Chase, tandis que les plus grands investisseurs ont été BlackRock, Vanguard et Capital Group.

En conséquence de quoi, ces 55 plus grandes entreprises ont acquis une capacité d'abattage **quotidien** d'environ 44 millions de poulets, 199 000 bovins et 369 000 porcs, soit pratiquement un cinquième du total des animaux abattus dans le monde entier, chaque jour.

Aux États-Unis

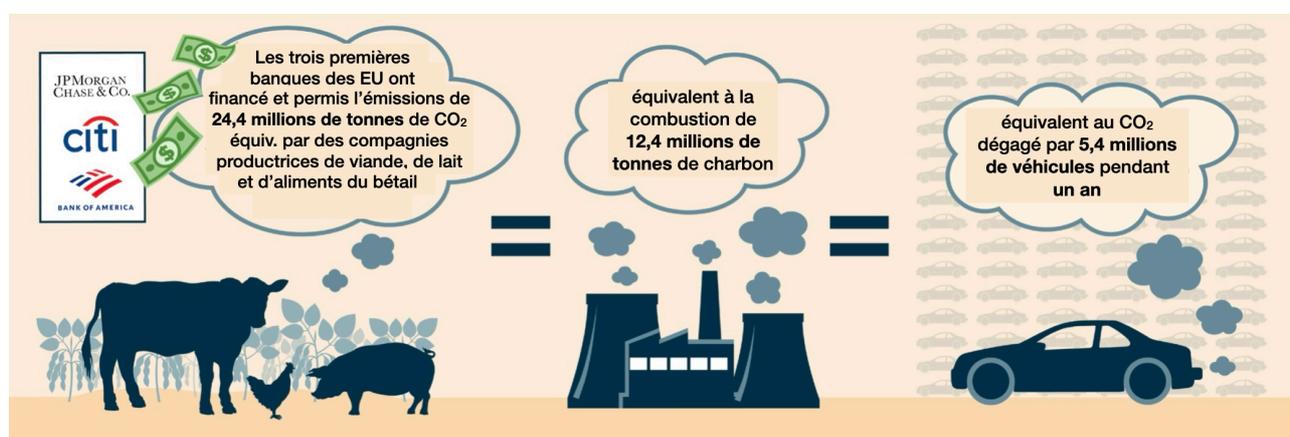
Aux EU, « le financement de l'élevage industriel sabote les engagements sur le climat des principales banques états-uniennes », dit un rapport préparé par [Friends of the Earth](#) et [Profundo](#). En rappelant que la production animale industrielle est un émetteur de GES essentiel, comparable au Japon (le 8e pays le plus émetteur de GES), les auteurs ont trouvé que « les banques états-uniennes ont dirigé 134 milliards de dollars en crédits et participations vers les 56 principales entreprises de viande, produits laitiers et aliments du bétail » entre janvier 2016 et mars 2023 [[lire en anglais](#)].

⁶ Fonds pour compenser les pays vulnérables faisant face aux pertes et dommages causés par le changement climatique, dont la création fut approuvée lors de la COP28.

Les trois plus grandes banques (Bank of America, Citigroup et JPMorgan Chase) ont, à elles seules, fourni 55 % de ce total. Les principaux bénéficiaires comprenaient Archer Daniels Midland (ADM), Nestlé, Tysons Food, Cargill et Danone.

Il est intéressant de noter que, alors que les crédits octroyés par les trois banques représentent moins de 0,5 % de leur encours total, ils pesaient entre 9 % et 14 % des émissions totales de GES qu'ils financent ! En d'autres termes, pour réduire leur empreinte carbone, la réduction du financement de la viande, des produits laitiers et des aliments du bétail serait une stratégie très efficace (voir **Figure 3**).

Figure 3 – Infographie : L'équivalence avec d'autres sources d'émission de GES des émissions de GES induites par le financement de la viande, des produits laitiers et des aliments du bétail par les trois plus grandes banques états-uniennes



Source : [Friends of the Earth and Profundo, 2024](#) (traduction lafaimexpliquée).

Le rapport met en avant les manquements principaux dans la manière dont la décarbonation et la réduction des émissions de GES sont souvent abordées : la tendance est de se concentrer presque exclusivement sur les émissions de CO₂ (et par conséquent surtout sur la consommation de carburants fossiles). Or, les autres sources d'émission de GES telles que la génération de méthane par la production animale, les feux de forêts et de tourbières ou la fermentation se produisant dans les rizières, le protoxyde d'azote provenant des processus industriels et de la dégradation des engrais azotés, ainsi que les gaz fluorés utilisés pour la réfrigération, sont également importantes et représentent près du tiers des émissions totales de GES [[lire en anglais](#)]. Souvenons-nous que ces autres gaz ont un effet de serre bien plus puissant que le CO₂⁷.

4. Conclusion

La dégradation de l'environnement a des conséquences dramatiques sur les conditions économiques et sociales, frappant davantage les pays et les

⁷ Par exemple, le méthane a un effet plus de 20 fois plus fort que le CO₂, le protoxyde d'azote 300 fois, et les gaz fluorés plusieurs milliers de fois !

collectivités qui sont déjà défavorisées. On estime ainsi que rien que le dérèglement climatique entraînera une diminution relative du PIB mondial qui pourrait atteindre 19 % (près d'un cinquième) d'ici le milieu du siècle. On a du mal à imaginer qu'une telle chute puisse se faire sans provoquer des tensions sociales et politiques extrêmes.

Pourtant, la folie de l'humanité [\[lire\]](#) semble l'aveugler, puisqu'elle continue d'alimenter la machine infernale produisant la dégradation. Ainsi, on a vu que le flux d'investissement dans les énergies fossiles se poursuit, alors que tarde la mobilisation des ressources nécessaires pour limiter le réchauffement mondial et aider les pays les plus pauvres à faire face à la crise climatique.

Dans le secteur de l'alimentation, les flux financiers vers la production animale industrielle – source majeure d'émissions de GES souvent oubliée – sont en augmentation pour satisfaire une demande croissante qui a des impacts environnementaux et sanitaires très préoccupants.

Dans ces conditions, on peut douter qu'un jour les dirigeants politiques et économiques mondiaux prennent réellement conscience de la situation et de leur responsabilité, et qu'ils sortent du rêve dans lequel ils se complaisent pour enfin s'engager – et engager le monde – sur une voie plus sage, sans que la population n'exerce une forte pression sur eux.

C'est pourtant là la condition indispensable pour éviter le désastre que nous annoncent des signes déjà bien visibles, et son cortège délétère de tensions politiques et sociales.

Pour en savoir davantage:

- Kotz, M., Levermann, A. & Wenz, L. [The economic commitment of climate change](#). Nature 628, 551–557, 2024 (en anglais).
- Friends of the Earth and Profundo, [Bull in the Climate Shop: Industrial livestock financing sabotages major U.S. banks' climate commitments](#), 2024 (en anglais).
- Oilchange International and Friends of the Earth US, [Public enemies: Assessing MDB and G20 international finance institutions' energy finance](#), 2024 (en anglais).
- Green Finance Institute, [Assessing the Materiality of Nature-Related Financial Risks for the UK](#), GFI, University of Reading, UN Environment Programme, National Institute of Economic and Social Research, 2024 (en anglais).
- Feedback, [Still Butchering the Planet: The big-name financiers bankrolling livestock corporations and climate change – 2024 update](#), 2024 (en anglais).
- FAO, [The unjust climate – Measuring the impacts of climate change on rural poor, women and youth](#). FAO, Rome, 2024 (en anglais).

Sélection d'articles sur [lafaimexpliquée](#) liés au sujet :

- [Climat : inquiétude et inaction mondiale, alors que s'ouvre la COP 28 de Dubaï](#), 2023.
- [Face aux crises complexes et intriquées, les solutions proposées par la pensée économique dominante sont inefficaces et génératrices d'inégalités - Le cas de la crise climatique](#), 2022.
- [COVID-19 : L'agriculture est-elle la grande coupable ?](#) 2021.
- [Le vrai coût de notre nourriture - Le marché seul peut-il guider notre système alimentaire vers plus de durabilité ?](#) 2020.
- [La Vie malade de la folie humaine : il nous faut changer de paradigmes, d'objectifs et de valeurs](#), 2019.
- Opinion : [La menace catastrophique des antibiotiques dans notre alimentation](#) par Jomo Kwame Sundaram et Tan Zhai Gen, 2017.